Signé électroniquement le 20/05/2021 par
Valerie Rochard

In Extenso
signature électronique

RESEAU COCAGNE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4 rue des Arpentis
91430 VAUHALLAN

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

In Extenso

In Extenso Centre Ouest

149 Boulevard Jean Jaurès
BP 50126
37301 Joué-les-Tours Cedex

Tél. : 02 47 46 50 10
Fax : 02 47 46 50 49
tourssud@inextenso.fr
www.inextenso.fr

RESEAU COCAGNE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4 rue des Arpentis
91430 VAUHALLAN

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée Générale de l'Association RESEAU COCAGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association RESEAU COCAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note « 2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES D'EVALUATION » paragraphes « 2.1 Généralités » et « 2.2 Changements de méthode comptable et de présentation » de l'annexe des comptes annuels concernant la première application du règlement ANC N°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, ainsi que dans la note 1/« INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES» paragraphe 1.2 « Les principaux faits marquants de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant la situation sanitaire et économique.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entités, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entités et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la première application du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport du rapport financier et des autres documents mis à la disposition des membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration, et dans les autres documents mis à la disposition des membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Joué les Tours, le 18 mai 2021

Le Commissaire aux Comptes,
IN EXTENSO CENTRE OUEST

Représenté par Valérie ROCHARD

COMPTES ANNUELS

Bilan
Compte de résultat
Annexe

Bilan au 31 décembre 2020

Actif	Brut	Amort & Prov	31/12/2020	31/12/2019
Concessions, brevets	100 972	48 210	52 762	89 179
Autres immos incorporelles	52 592	49 970	2 622	5 333
Ss tot Immos Incorporelles	153 564	98 180	55 384	94 512
Terrains	1 201 906	65 733	1 136 173	1 158 162
Constructions	4 698 335	639 521	4 058 814	4 213 484
Instal. techn., mat. et out.	114 978	38 381	76 597	78 874
Autres immos corporelles	887 402	116 656	770 746	780 317
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Ss tot Immos Corporelles	6 902 621	860 291	6 042 330	6 230 836
Participations	1 113	1 113	1 113	1 113
Autres titres immobilisés	23 071	23 071	23 071	23 071
Prêts	5 250	6 650	5 250	6 650
Autres immos financières	170 227	66 000	104 227	120 280
Ss tot Immos Financières	199 661	66 000	133 661	151 094
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	7 255 846	1 024 471	6 231 375	6 476 442
Ss tot Stocks	0	0	0	0
Avances et acptes sur cndes	55	55	55	1 313
Clients et oples rattachés	179 477	17 688	161 789	228 652
Autres créances	1 759 347	1 759 347	2 051 322	2 051 322
Disponibilités	853 125	853 125	853 125	262 480
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 792 004	17 688	2 774 316	2 543 767
Charges constatées d'avance	32 706	32 706	32 706	35 533
TOTAL GENERAL ACTIF	10 060 556	1 042 159	9 038 397	9 055 742

Passif	31/12/2020	31/12/2019 (proforma)	31/12/2019
Subventions d'investissement affecté à des biens renouvelables	0	0	2 407 517
Apport avec droit de reprise	0	300 000	300 000
Autres réserves	973 028	830 766	-85 288
Resultat de l'exercice	94 682	92 242	92 242
Subventions d'investissement	777 237	806 507	2 658 380
TOTAL FONDS PROPRES	1 844 947	2 029 535	5 572 851
Fonds dédiés	3 583 427	3 695 886	152 571
TOTAL FONDS DEDIES	3 583 427	3 695 886	152 571
Provisions pour risques	284 539	132 577	132 577
TOTAL PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	284 539	132 577	132 577
Emp. & dettes / Ets Crédit	2 076 661	1 687 848	1 687 848
Emp. & dettes fin. divers	395 145	405 408	405 408
Dettes fournisseurs	352 469	357 156	357 156
Dettes fiscales et sociales	75 415	71 460	71 460
Dettes sur immobilisations	8 135	363 271	363 271
Autres dettes	181 013	162 600	162 600
Produits constatés d'avance	236 646	150 000	150 000
TOTAL DETTES	3 325 484	3 197 743	3 197 743
TOTAL GENERAL PASSIF	9 038 397	9 055 742	9 055 742

Compte de résultat 2020

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019	Var.€	Var.%
Cotisations	318 075	309 476	8 599	
Ventes de marchandises	201	0	201	
Production vendue, services	96 204	115 470	-19 266	
Subvention d'exploitation	1 439 082	1 262 125	176 957	
Contributions financières	650 595	404 601	245 994	
Dons et mécénats	206 978	375 554	-168 576	
Rep. Amort, dep. et transferts de charges	54 682	18 286	36 396	
Autres produits	14 377	2 567	11 810	
Utilisations des fonds dédiés <i>(dont Maison Cocagne : 183 k€)</i>	281 416	0	281 416	
Total des produits	3 061 610	2 488 079	573 531	23%
Autres achats, charges externes	750 838	825 700	-74 862	
Aides financières	347 869	65 247	282 622	
Impôts et taxes	53 867	52 836	1 031	
<i>Salaires et traitements</i>	<i>675 159</i>	<i>556 283</i>	<i>118 876</i>	
<i>Charges sociales</i>	<i>305 661</i>	<i>257 368</i>	<i>48 293</i>	
Sous-total - Personnel	980 820	813 651	167 169	21%
Dot. aux amort. et aux dép.	326 668	188 021	138 647	74%
Dot. provisions	151 962	132 577	19 385	
Autres charges	16 395	59 178	-42 783	
Reports en fonds dédiés	218 780	133 171	85 609	
Total des charges	2 847 199	2 270 380	576 819	25%
RESULTAT D'EXPLOITATION	214 411	217 699	-3 288	-2%
Autres intérêts et prod. ass.	0	14	-14	
Dépréciation immobilisation financière	18 600	18 400	200	
Intérêts sur prêts	76 959	73 170	3 789	
RESULTAT FINANCIER	-95 559	-91 557	-4 002	4%
RES. COURANT AVANT IMPOT	118 852	126 142	-7 290	-6%
Produits exceptionnels	39 311	33 936		
Charges sur exercices antérieurs	20 777	35 269		
Valeur net comptable des éléments d'actifs cédés	42 704	307		
Dotations exceptionnelles	0	32 259		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-24 170	-33 899	9 729	-29%
EXCEDENT OU DEFICIT	94 682	92 243	2 439	3%

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES.....	7
1.1- Objet social, activités et moyens mis en œuvre	7
1.2- Les principaux faits marquants de l'exercice	9
1.3- Événements postérieurs à la clôture.....	9
2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES D'ÉVALUATION.....	10
2.1- Généralités	10
2.2- Changements de méthode comptable et de présentation	10
2.3- Fait générateur pour l'enregistrement des produits.....	11
2.4- Immobilisations et Amortissements.....	11
2.5- Stocks et travaux en cours.....	12
2.6- Clients et comptes rattachés	12
2.7- Autres créances.....	12
2.8- Valeurs mobilières de placement	13
2.9- Fonds propres et réserves	13
2.10- Fonds dédiés.....	13
2.11- Emprunts	14
3- NOTES SUR LE BILAN.....	15
<i>DETAIL DES COMPTES DE L'ACTIF.....</i>	<i>15</i>
3.1- Tableau de variation de la valeur brute de l'actif immobilisé	15
3.2- Variation des amortissements	16
3.3- Variation des dépréciations.....	16
3.4- Autres créances.....	17
3.5- Charges constatées d'avance.....	17
<i>DETAIL DES COMPTES DU PASSIF</i>	<i>18</i>
3.6- Fonds propres	18
3.7- Fonds dédiés	19
3.8- Provision pour risques et charges	19
3.9- Dettes fournisseurs, dettes sociales et fiscales et charges à payer	20
3.10- Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice.....	20

3.11- Produits constatés d'avance	20
4- NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT	21
4.1- Ressources et résultat d'exploitation	21
4.2- Produits financiers et charges financières.....	21
4.3- Produits exceptionnels et charges exceptionnelles.....	21
4.4- Impôt sur les sociétés.....	21
4.5- Excédent de l'exercice	21
5- AUTRES INFORMATIONS.....	22
5.1- Contributions en nature.....	22
5.2- Effectif au 31 décembre 2020	23
5.3- Engagements hors bilan à recevoir.....	23
5.4- Les trois rémunérations les plus élevées	24
5.5- Honoraires des CAC.....	24
5.6- Indemnité de départ en retraite.....	24
6- COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	25
6.1- Compte de Résultat par Origine et Destination	25
6.2- Tableau de rapprochement entre le compte de résultat et le CROD	28
7- COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES GLOBALISE (CER)	29
7.1- CER - Emplois par destination / Ressources par Origine.....	29
7.2- CER – Contributions Volontaires en Nature.....	29

1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES

1.1- Objet social, activités et moyens mis en œuvre

1.1.1- Objet social

Le Réseau Cocagne a pour objet de regrouper :

- les Jardins de Cocagne signataires de la Chartre Réseau Cocagne « Cultivons pour la solidarité»,
- les structures œuvrant dans les domaines de l'agriculture biologique, de l'environnement, de la filière alimentaire ou bénéficiant du label Cocagne Innovation tel que défini au règlement intérieur et respectant les conditions d'adhésion définies dans les statuts de l'association.

Le Réseau Cocagne regroupe plus de 100 Jardins de Cocagne, représentant 5000 salariés et l'approvisionnement de 1480 points de dépôts en produits bio locaux et solidaires. Fermes en insertion certifiées "AB", les Jardins de Cocagne ont un double objectif : accompagner des personnes en situation de précarité dans leur projet professionnel et nourrir la population locale en légumes bio fraîchement récoltés, y compris les personnes ayant des revenus limités (programme d'accessibilité alimentaire).

Les Jardins de Cocagne fonctionnent selon quatre grands principes énoncés dans une Charte, à laquelle ils adhèrent obligatoirement :

- Lutter contre les exclusions et la précarité,
- Produire des légumes dans le respect du cahier des charges de l'Agriculture Biologique,
- Commercialiser la production en priorité auprès d'un réseau d'adhérents-consommateurs,
- Intégrer le secteur professionnel agricole local.

Le Réseau Cocagne accompagne les Jardins de Cocagne dans leur professionnalisation, la mutualisation d'outils et de savoir-faire et le développement de nouvelles activités pour faciliter la transition écologique et sociale de leur territoire. Le Réseau Cocagne est également un acteur des transitions sociale, écologique et alimentaire, accompagnant les politiques publiques dans ce sens.

1.1.2- Activités

La mission du Réseau Cocagne peut s'illustrer au travers des grandes missions d'une tête de **réseau définies par le mouvement associatif** :

La mise en réseau et l'animation

Tout au long de l'année, en fonction des projets déposés au travers des conventions avec les pouvoirs publics ou suite à une identification de besoin, le réseau national anime les membres de son réseau associatif (en visio ou en présentiel) sur ces différents domaines d'action autour de réunions, groupes de travail. L'animation du réseau permet de mutualiser les compétences, partager les retours d'expériences pour structurer le mouvement.

L'ingénierie

Dans le prolongement du premier point, l'association nationale assure aussi une mission de fonction support (négociation de branche, ressources humaines, accompagnement thématiques, , etc...) mais aussi de recherches d'activités ou de dispositifs porteurs et structurant pour le réseau.

Les équipes du réseau apportent un appui opérationnel aux membres du réseau pour se professionnaliser et pour se positionner sur les thématiques de lutte contre la précarité et transition écologique et sociale.

Le pilotage de projet

Comme énoncé ci-avant, le Réseau Cocagne recherche des dispositifs pour le réseau mais est aussi en capacité de porter des projets structurants ou de développement. Sur l'année 2020, les programmes d'accessibilité alimentaires tels que le programme Paniers Solidaires ou les aides d'urgence en période de crise sanitaires ont été directement portés par le Réseau Cocagne. Ces projets sont portés par des salariés de l'association en lien avec des structures du réseau.

L'accompagnement personnalisé

Le développement et la diversité des projets couplés à la nécessité de professionnalisation des activités et des outils positionne le réseau dans une situation d'importante sollicitation des adhérents pour les aider ou parfois suppléer à des fragilités de terrain ou les accompagner dans leur phase de développement. Ces accompagnements sont ponctuels ou peuvent se prolonger sur plusieurs mois. Ces accompagnements sont réalisés par les salariés mais aussi par les bénévoles.

La fonction opérateur

Cette fonction traduit le rôle d'une tête de réseau qui porte la charge de gestion et l'exploitation de structure différente. Le fonds de dotation Cocagne don ou Cocagne investissement en sont un exemple. Le Réseau Cocagne s'associe également à ses adhérents ou partenaires de travail pour développer d'autres structures qui répondent aux besoins des adhérents ou viennent servir le développement du projet comme La SCIC Jardins d'Octet ou la création de l'association Travail et Transition qui portera les besoins des adhérents en matière de formation professionnelle. . Le plaidoyer

Au travers de ses représentations, d'alerte, de sensibilisation, le réseau Cocagne défend l'intérêt des jardins de Cocagne et porte leur voix auprès des pouvoirs publics et des acteurs économiques.

Pour mener à bien ces missions, le réseau Cocagne et à travers elle souvent le réseau est habilité et agréé par les pouvoirs publics pour agir dans différents domaines : Habilitation Aide Alimentaire (PNA) et Organisme de formation.

1.1.3- Moyens mis en œuvre

Moyens financiers

Le réseau Cocagne nationale mobilise trois principaux types de moyens financiers pour mettre en œuvre ces projets :

- Les cotisations
- Les subventions qui relèvent d'organismes publics
- Les contributions financières passées avec des organismes privés
- Les dons de citoyens
- Dans une bien moindre mesure, il facture la vente de formation à ses adhérents et divers services proposés (site internet etc.)

Moyens humains

L'équipe salariée du Réseau Cocagne est composée de 19 salariés. Les personnes sont mobilisées souvent de façon transversale sur les différents projets conduits

Le Réseau Cocagne s'appuie également sur les 23 bénévoles du conseil d'administration fortement impliqués dans la mise en œuvre des programmes au travers de l'animation régionale, le suivi des adhérents, les groupes et commission de travail thématiques permettant de garantir l'adéquation des orientations stratégiques de l'association et leur mise œuvre, et assurer une remontée de terrain permanente des adhérents du Réseau.

Enfin le Réseau Cocagne cherche à s'appuyer au maximum sur les ressources humaines des adhérents pour mobiliser leurs expertises et leur connaissance du terrain au travers du dispositif de Transfert de Savoir Faire, de la participation aux groupes de travail thématiques et la mise en place de référents régionaux thématiques (Alimentation et technique agro)

Partenariats

Les partenaires publics permettant d'agir dans la mise en œuvre des politiques publiques et de faire remonter les alertes de terrain de ses adhérents.

Les partenaires associatifs en s'associant aux autres réseaux de l'insertion, de l'aide alimentaire, du monde agricole. Le Réseau Cocagne s'inscrit également dans différents partenariats d'intérêt général.

Le réseau Cocagne est membre fondateur du Synesi (Syndicat employeur ACI), il est membre de France Active, de l'IEEFC, et du collectif pour une transition citoyenne.

Le Réseau Cocagne développe un certain nombre de partenariats avec les entreprises privées, qui au-delà des financements apportés peuvent se concrétiser par des actions favorisant l'accès à l'emploi des publics accueillis dans les Jardins de Cocagne

1.2- Les principaux faits marquants de l'exercice

L'exercice 2020 a été marqué par :

- la crise sanitaire COVID 19 qui a pu pour principale incidence une forte mobilisation du réseau, Cocagne pour accompagner ses adhérents. Les incidences financières ont été une contraction des charges de fonctionnement. Le recours à l'activité dite partielle a été limité à la période de Mai 2020 principalement (à l'exception des activités de développement de la Maison Cocagne). Des financements complémentaires d'urgence ont été mobilisés au bénéfice des structures adhérentes,
- des financements moyen terme complémentaire pour 550 k€ ont été contractés sur la période afin d'assurer le remboursement du contrat d'apport en fonds propres de 300 k€ octroyé par la Caisse des dépôts,
- la mise en application du règlement ANC 2018-06 a une incidence notable sur la structure des fonds propres de l'association.(cf. section dédiée)

1.3- Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement important, pouvant avoir une incidence sur les comptes qui vous sont présentés, n'est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de l'établissement de l'annexe aux comptes sociaux.

2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES D'ÉVALUATION

2.1- Généralités

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions résultant des règlements ANC n° 2014-03 ayant valeur de plan comptable général, modifié par le règlement ANC n° 2015-06 du 23/11/2015 et du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'ensemble des tableaux est présenté en euros sauf mention contraire.

Les nouvelles dispositions du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 tolèrent, exceptionnellement pour l'exercice 2020, une présentation des comptes annuels comprenant des données financières 2020 comptabilisées selon les règles définies dans le règlement ANC n°2018-06 et des données financières 2019 (colonne N-1) telles qu'arrêtées, certifiées et publiées selon les règles ANC n°1999-01.

Par souci de comparabilité, des comptes dits « pro forma » de l'exercice 2019 sont présentés dans la colonne intitulée « Pro forma 2019 » suivant le règlement ANC n°2018-06.

Au cas particulier, la présentation des comptes annuels fait état de différence de traitement entre les deux règlements (2018-06 et 1999-01) , cf paragraphe suivant.

2.2- Changements de méthode comptable et de présentation

Cet exercice est le premier exercice d'application du règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

a- Les financements considérés et comptabilisés avant le 1^{er} janvier 2020 sous les rubriques « Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables » et « Subventions d'investissement » sont dorénavant ventilés de la manière suivante :

- Les subventions issues d'organismes publics sont comptabilisées sous la rubrique « subventions d'investissement », celles-ci faisant l'objet d'une reprise au compte de résultat au rythme des amortissements des biens subventionnés. Notons que les subventions obtenues pour l'acquisition du terrain (soit 705 k€) ont été reclassées dans un compte de réserves.
- Les produits issus d'organismes privés destinés à financer des immobilisations sont comptabilisés sous la rubrique « Contributions financières reçues ». Le réseau Cocagne a fait le choix de rapporter en produits le montant des acquisitions sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations. Ce traitement comptable est assuré par la constitution d'un fonds dédié à cet effet.

- b- Les produits considérés et comptabilisés avant le 1er janvier 2020 sous la rubrique « Subventions d'exploitation » sont dorénavant ventilés de la manière suivante :
- Les subventions issues d'organismes publics sont comptabilisées sous la rubrique « Concours publics et subventions d'exploitation »,
 - Les produits issus d'organismes privés sont comptabilisés sous la rubrique « Contributions financières reçues ».
- c- Les charges considérées comme des aides / reversements aux structures du Réseau Cocagne sont dorénavant comptabilisées en charges d'exploitation sous la rubrique « Aides financières »
- d- La nouvelle réglementation impose la valorisation du bénévolat :
- Les emplois des contributions volontaires en nature sont comptabilisés aux comptes 86 et regroupent les secours en nature, la mise à disposition gratuite de biens, les prestations volontaires et le personnel bénévole,
 - Les contributions volontaires en nature sont enregistrées aux comptes 87 et regroupent les dons en nature, les prestations en nature et le bénévolat.

Le détail de l'application de cette nouvelle réglementation figure dans la présente annexe, au niveau des informations relatives aux postes concernés.

2.3- Fait générateur pour l'enregistrement des produits

Les règles sont fixées comme suit :

- pour les conventions de subventionnement, le fait générateur est la date de notification des dites conventions.
- pour l'ensemble des contributions financières, le fait générateur est celui de la date de notification de la contribution financière, même si le règlement ne parvient qu'au cours d'un exercice ultérieur.
- pour les cotisations, le produit est enregistré au moment de l'envoi du mémoire faisant et imputé sur l'exercice correspondant à la date inscrite sur la lettre d'appel. Cette lettre ne peut, en aucun cas, être considérée comme une facture.
- pour les dons, le produit est enregistré au moment du règlement et imputé sur l'exercice correspondant à la date inscrite sur la notification du donateur.

2.4- Immobilisations et Amortissements

Les immobilisations et dépréciations sont enregistrées conformément à la réglementation CRC 2002-10 et 2004-06.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la valeur d'usage prévue.

Pour les biens non décomposables, le tableau ci-dessous détaille les modes et durées d'amortissements ; les durées sont fondées sur les durées réelles d'utilisation.

Rubrique	Mode	Durée
Logiciels / Site internet	Linéaire	3 ans / 5 ans
Bâtiment	Linéaire	25 ans
Serres	Linéaire	20 ans
Systèmes d'irrigation	Linéaire	15 ans
Electricité	Linéaire	15 ans
Installat° générales	Linéaire	4 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	4 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

2.5- Stocks et travaux en cours

Le réseau Cocagne ne valorise pas de stock en fin d'année. De ce fait aucune provision pour dépréciation des stocks n'est calculée.

2.6- Clients et comptes rattachés

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale et une dépréciation est constatée pour les créances comportant un risque de recouvrement.

2.7- Autres créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale et une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur enregistrée au bilan.

- Subventions / Contributions à recevoir

Une partie de l'activité du réseau Cocagne est financée par des fonds reçus de différentes entités publiques. La date de signature des subventions accordées et les dates de versement des acomptes et soldes octroyés ne sont pas réguliers d'une année sur l'autre et ne surviennent pas nécessairement dans l'année de l'utilisation de la subvention.

Souvent le versement du solde par le financeur est soumis à la présentation d'un rapport d'activité et d'un rapport financier justifiant l'utilisation de ladite subvention, voire à la transmission du procès-verbal de l'AG stipulant l'approbation des comptes de l'année concernée par la subvention.

Ces différents éléments sont transmis à l'organisme public après la clôture des comptes annuels. C'est pourquoi à la clôture de l'exercice, il subsiste un solde de subventions restant à recevoir, dont le versement peut survenir parfois plus de 6 mois après la clôture. Néanmoins et sauf exception, l'échéance des créances est de moins d'un an.

- Les autres créances

Les autres créances correspondent, sans volonté d'exhaustivité, à des soldes relatifs aux charges de personnel (avances et acomptes sur salaires, créances auprès d'organismes sociaux notamment), produits à recevoir.

2.8- Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières (VMP) sont constituées de différents instruments financiers de type monétaire ou de titres à capital garanti.

Les instruments sont enregistrés à l'actif pour leur coût d'acquisition et une dépréciation est constituée dès lors que leur valeur de marché à la clôture de l'exercice est inférieure au coût d'acquisition.

Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément au principe de prudence, mais sont comptabilisées au moment de leur réalisation.

2.9- Fonds propres et réserves

Les fonds propres sont affectés à l'activité de l'association. Ils ne peuvent être repris ni par les membres, ni par les apporteurs à l'exception des apports octroyés avec un droit de reprise.

Ils sont constitués par le cumul des apports et des excédents et déficits des exercices antérieurs.

2.10- Fonds dédiés

Les règles de comptabilisation des subventions et des contributions financières reçues pour la réalisation de projets spécifiques sont les suivantes :

- Lorsqu'une subvention annuelle ou un don reçu pour la réalisation d'un projet annuel spécifique inscrit dans les produits de l'exercice, n'a pu être utilisé en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par le réseau Cocagne envers le financeur est inscrit en charges sous le compte 689 « Reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte 194 « Fonds dédiés », pour la fraction non encore utilisée à la clôture de l'exercice
- Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises au compte de résultat des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte 789 « Utilisations des fonds dédiés ». Cette reprise est effectuée pour un montant égal à celui enregistré dans les charges d'allocation au financement de projets.
- Lorsqu'une subvention ou une contribution financière est relative à un projet pluriannuel, la quote-part de ressources liée aux engagements restant à réaliser au cours des années suivantes, est constatée dans le compte 487 « Produits constatés d'avance ».
- Les sommes inscrites sous la rubrique « produits constatés d'avance » sont reprises au compte de résultat des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit des comptes de produits associés.
- Lorsque des subventions ou des contributions financières sont dédiées à un projet défini, mais que celles-ci ne sont pas complètement utilisées, il est possible, en accord avec le financeur, de transférer la partie non réalisée sur un autre projet.

2.11- Emprunts

Les emprunts auprès des établissements de crédit sont comptabilisés au passif du bilan lors de leur contraction. Chaque année, selon l'échéancier de remboursement des emprunts, le montant de l'emprunt est diminué de la valeur du capital remboursé. Les intérêts inhérents à cet emprunt sont comptabilisés en charges financières.

3- NOTES SUR LE BILAN

DETAIL DES COMPTES DE L'ACTIF

3.1- Tableau de variation de la valeur brute de l'actif immobilisé

Elle se retrace comme suit :

Rubriques (en euros)	Valeurs brutes des immobilisations à fin 2019	Acquisitions de l'exercice	Cessions, mises au rebut et remb.	Transferts	Valeurs brutes des immobilisations à fin 2020
1- Immobilisations incorporelles					
Logiciels	147 350		97 560		49 790
Marques	51 182				51 182
Site Internet	52 592				52 592
Immob. en cours	-				-
2- Immobilisations corporelles					
Terrain (y compris aménagements : 511 k€)	1 201 255	651			1 201 906
Construction - Vauhallaan	954 833	3 779			958 612
Construction - Maison Cocagne	3 688 142	51 581			3 739 723
Installations spécifiques	111 099	3 879			114 978
Autres immob corporelles	840 492	46 910			887 402
Immob. en cours	-				-
S/TOTAL	7 046 945	106 800	97 560	-	7 056 185
3- Immobilisations financières					
Participations	1 113				1 113
Autres titres immobilisés	23 071				23 071
Prêts, dépôts et autres créances	174 310	2 687	1 520		175 477
S/TOTAL	198 494	2 687	1 520	-	199 661
TOTAL	7 245 439	109 487	99 080	-	7 255 846

En ce qui concerne les mouvements de la période :

- les acquisitions de la période concernent les soldes de fin de travaux relatifs à la maison Cocagne ainsi que l'aménagement de la partie relative aux gites (literies, sommiers, matelas, mobiliers, linges, etc.), à la cuisine et enfin à l'acquisition de matériels informatiques.

- les sorties correspondent à la mise au rebut programmée du logiciel interne destiné à l'évaluation nationale.

3.2- Variation des amortissements

Rubriques (en euros)	Amortissements à fin 2019	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements à fin 2020
1- Immobilisations incorporelles				
Logiciels	82 094	20 972	54 856	48 210
Marques	-	-	-	-
Site Internet	47 258	2 711	-	49 969
Immob. en cours	-	-	-	-
2- Immobilisations corporelles				
Terrain	43 094	22 640	-	65 734
Construction - Vauhallaan	187 255	38 308	-	225 563
Construction - Maison Cocagne	242 236	171 900	177	413 959
Installations spécifiques	32 224	6 157	-	38 381
Autres immob corporelles	60 175	56 481	-	116 656
Immob. en cours	-	-	-	-
S/TOTAL	694 336	319 169	55 033	958 472
3- Immobilisations financières				
Participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts et autres titres	-	-	-	-
S/TOTAL	-	-	-	-
TOTAL	694 336	319 169	55 033	958 472

3.3- Variation des dépréciations

Rubriques (en euros)	Dépréciations à fin 2019	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à fin 2020
1- Immobilisations incorporelles				
Logiciels	27 259	-	27 259	-
2- Immobilisations corporelles				
S/TOTAL	27 259	-	27 259	-
3- Immobilisations financières				
Participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	15 000	-	15 000
Prêts et autres immob financières	47 400	3 600	-	51 000
S/TOTAL	47 400	18 600	-	66 000
4- Actif circulant				
Créances clients et comptes rattachés	15 188	7 500	5 000	17 688
S/TOTAL	15 188	7 500	5 000	17 688
TOTAL	89 847	26 100	32 259	83 688

En ce qui concerne la rubrique « Prêts et autres immobilisations financières » :

Les autres immobilisations financières sont constituées principalement d'apport en fonds propres avec droits de reprises dans les structures adhérentes au Réseau Cocagne. Afin de prendre en compte la possibilité que ces apports puissent devenir permanents après 5 ans sous certaines conditions, les apports en fonds propres sont provisionnés à hauteur de 20% par an. Les comptes 2020 ont enregistré une provision de 3,6 K€.

3.4- Autres créances

Les autres créances sont composées des rubriques suivantes :

Rubriques (en euros)	Montant
Personnel, avances et acomptes	4 776
Subventions / Contributions à recevoir	1 571 133
Compte courant SAS Cocagne	34 000
Produits à recevoir	149 438
TOTAL	1 759 347

3.5- Charges constatées d'avance

Elles s'élèvent à 33 k€ et concernent principalement l'assurance dommage ouvrage de la Maison Cocagne.

DETAIL DES COMPTES DU PASSIF

3.6- Fonds propres

Rubriques (en euros)	Valeur début d'exercice			Affectat° résultat	(+)	(-)	Valeur fin d'exercice
	Avant impacts	Impact ANC 2018-06	Après impacts				
Sub. d'inv. affectées à des biens renouvelables	2 407 517	-2 407 517	-				-
Apports avec droit de reprise	300 000	-	300 000			300 000	-
Réserves	162 720	-	162 720				162 720
Report à nouveau	-248 008	966 075	718 067	92 242			810 309
Résultat	92 242	-	92 242	-92 242	94 682		94 682
Situation nette	2 714 471	-1 441 442	1 273 029	-	94 682	300 000	1 067 711
Subventions d'investissement	3 025 824	-2 204 824	821 000		10 000		831 000
Quote-part / Sub. d'inv. reprise au compte de résultat	-167 444	152 950	-14 494			39 270	-53 764
Subventions d'investissements nettes	2 858 380	-2 051 874	806 506	-	10 000	39 270	777 236
FONDS PROPRES	5 572 851	-3 493 316	2 079 535	-	104 682	339 270	1 844 947

- En ce qui concerne les incidences de l'application du nouveau règlement comptable :
 - les subventions d'investissement comptabilisées en fonds associatifs ont été transférées soit en subventions d'investissements (organismes publics) soit en fonds dédiés (organismes privés) afin de se conformer à la réglementation. Les subventions sont reprises au compte de résultat au rythme des amortissements des biens subventionnés.
 - le traitement rétrospectif de cette règle a eu pour effet de constater sous la rubrique « Report à nouveau » le montant de la quote-part des subventions liées aux amortissements précédemment pratiqués.

- En ce qui concerne les autres postes :
 - conformément aux engagements passés, l'apport avec droit de reprise, d'un montant de 300 k€, octroyé par la caisse des dépôts et consignation a fait l'objet d'un remboursement sur la période.
 - le réseau Cocagne a obtenu une 1ère subvention d'investissement d'un montant de 10 k€ relative au projet de constituer un Jardin pédagogique sur le site de Vauhallan.

3.7- Fonds dédiés

Rubriques (en euros)	Valeur début d'exercice			Transferts	(+)	(-)	Valeur fin d'exercice	
	Avant impacts	Impact ANC 2018-06	Après impacts				Montant	fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions								
* Fonctionnement	37 789	-	37 789		70 000	15 600	92 189	-
* Programme Paniers solidaires	97 039	-	97 039		107 258	57 997	146 300	-
			-					
Dons manuels								
* Dons manuels	17 743	17 743	-		5 507		5 507	-
Contributions financières								
* Fonctionnement	-	17 743	17 743		1 999	5 329	14 413	
* Programme Paniers solidaires	-	-	-		2 235		2 235	
* Investissements	-	3 493 315	3 493 315		31 781	202 313	3 322 783	-
TOTAL	152 571	3 493 315	3 645 886		218 780	281 239	3 583 427	-

- En ce qui concerne les incidences de l'application du nouveau règlement comptable :
 - les subventions d'investissement comptabilisées en fonds associatifs ont été transférées soit en subventions d'investissements (organismes publics) soit en fonds dédiés (organismes privés) afin de se conformer à la réglementation. Les subventions sont reprises au compte de résultat au rythme des amortissements des biens subventionnés.
 - le traitement rétrospectif de cette règle a eu pour effet de constater sous la rubrique « Report à nouveau » le montant de l'utilisation des contributions financières liées aux amortissements précédemment pratiqués.

3.8- Provision pour risques et charges

Rubriques (en euros)	Valeur début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Valeur fin d'exercice
Provision pour départ à la retraite				
Provision pour risques	132 577	151 962		284 539
TOTAL	132 577	151 962	-	284 539

Les provisions pour risques s'élèvent à 284 k€ et correspondent à un risque de reversement sur des subventions FSE se rattachant aux exercices 2019 et 2020.

3.9- Dettes fournisseurs, dettes sociales et fiscales et charges à payer

La récapitulation des charges à payer en fin d'exercice, par nature de charge, se présente comme suit :

Rubriques (en euros)	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	352 469
Dettes fiscales et sociales	75 702
Dettes sur immobilisations	8 135
Autres dettes	180 727
Produits constatés d'avance	236 645
TOTAL	853 678

3.10- Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Rubriques (en euros)	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissts de crédit	2 076 661	175 454	958 868	942 339
Emprunts et dettes financières	395 145	70 145	325 000	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	352 469	352 469		
Dettes fiscales et sociales	75 702	75 702		
Dettes s/immobilisations	8 135	8 135		
Autres dettes	180 727	180 727		
Produits constatés d'avance	236 645	236 645		
TOTAL	3 325 484	1 099 277	1 283 868	942 339

3.11- Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance, comptabilisés en fin d'exercice, s'élèvent à 236 k€.

4- NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1- Ressources et résultat d'exploitation

Les ressources d'exploitation s'élèvent à 2.997 k€ en 2020.

Résultat d'exploitation (incluant la variation des fonds dédiés) : 214 k€
--

4.2- Produits financiers et charges financières

Les charges financières s'élèvent à 96 k€ en 2020 dont 19 k€ de dépréciation d'immobilisation financières.

Résultat financier : -96 k€

4.3- Produits exceptionnels et charges exceptionnelles

Le résultat exceptionnel provient pour l'essentiel de créances / comptes débiteurs passés en charges sur la période.

Résultat exceptionnel : -24 k€

4.4- Impôt sur les sociétés

Impôt sur les sociétés 2020 : 0 k€

4.5- Excédent de l'exercice

Excédent de l'exercice 2020 : 94,7k€

5- AUTRES INFORMATIONS

5.1- Contributions en nature

3 niveaux de contribution volontaires en nature sont à distinguer :

- Les dons en nature qui représentent 525€ en 2020
- Les prestations de services en nature qui comprennent
 - les mécénats de compétences par les entreprises mécènes (En 2020 : ATOS, Arval – BNP Paribas, Mind7 consulting et Orange) dont la valorisation est fournie par les entreprises.
 - la contribution des adhérents Cocagne qui mettent à disposition du conseil d'administration du Réseau Cocagne un-e salarié-e pour les représenter
- Le bénévolat qui se limite aux administrateurs bénévoles

La mise à disposition des temps par l'ensemble des adhérents du Réseau Cocagne n'a pu être recensé en 2020. Cette valorisation fera l'objet d'une étude particulière en 2021.

Valorisation et recensement des heures des administrateurs du Réseau Cocagne

La valorisation horaire est homogène quelle que soit la nature ou la fonction de l'administrateur bénévole. La valorisation se base sur la moyenne des 5 salaires les plus élevés au Réseau Cocagne soit 48€ par heure

Le recensement s'appuie sur plusieurs pratiques :

le recensement des participations aux conseils d'administration sur base des PV de séances, des participations aux bureaux du CA

un reporting des temps passés au bénéfice du Réseau Cocagne pour l'animation régionale, l'accompagnement des adhérents, les mandats dans les instances externes, la représentation, la participation aux commissions et groupe de travail du réseau Cocagne.

Quantification du bénévolat

Le temps consacré par conseil d'administration a été estimé à 2h+1h de préparation pour les réunions en Visio conférence et 8+1h de préparation pour les réunions en présentiel sur une journée

Le temps consacré par réunion de bureau a été quantifié à 2h30

Compte tenu de la portée nationale du Réseau Cocagne, le temps de transport est pris en compte également sur base déclarative et est valorisé pour moitié

On note que le temps du Président n'a pas été retenu dans ce recensement et cette quantification sur l'exercice. Une étude sera engagée sur 2021 pour approfondir la question de la compatibilité de l'indemnisation reçue et du comptage du bénévolat du Président

La valorisation retenue est la suivante :

861	Mises à disposition gratuite	525 €
	<i>Mécénat de compétence</i>	<i>120 475 €</i>
	<i>Adhérent Cocagne (CA)</i>	<i>54 528 €</i>
862	Prestations de services	175 003 €
864	Personnel bénévole (CA)	29 112 €
	Total	204 640 €

Les contributions volontaires en nature du conseil d'administration (prestation et bénévolat) représentent 83k€ pour 1.2 ETP

5.2- Effectif au 31 décembre 2020

À fin décembre 2020, le personnel salarié de l'association compte 17 personnes.

	Femmes	Hommes	Total
Cadres	7	4	11
Non Cadres	5	1	6
Total	12	5	17

5.3- Engagements hors bilan à recevoir

Convention avec AGESICA – AG2R La Mondiale Matmut

Une convention cadre a été signée entre le Réseau Cocagne et AG2R La Mondiale avec pour objectif d'accompagner le Réseau Cocagne dans son développement et la mise en œuvre du Projet Maison Cocagne. Un deuxième avenant en 2018 à cette convention apporte un financement complémentaire au Réseau Cocagne de 550k€ Un nouvel avenant a été signé en 2019 modifiant la destination du financement initial. 150k€ initialement prévu pour les investissements de la maison Cocagne seront mobilisés pour le lancement des activités. Le montant utilisé au titre de l'année 2020 est de 50k€

Convention pluriannuelle avec la DGEFP / MIP

Cette convention porte sur les années 2018 à 2020. Le montant relatif à 2020 s'élève à 60k€.

Convention pluriannuelle avec la DGCS

Cette convention porte sur les années 2019 à 2021. Le montant relatif à 2020 s'élève à 218k€. Une subvention complémentaire pour les années 2020 et 2021 a été attribuée en signée afin de déployer le programme Paniers Solidaire. Le montant au titre de 2020 s'élève à 300k€

Convention ETAT Caisse des dépôts et Consignations. PIA formation et hébergement

Une convention a été signée en 2015 pour un montant de 821k€ portant sur les actions de Formation et d'hébergement de la formation du site de la Maison Cocagne. Ce financement étant conditionné au bouclage du plan de financement et à la réalisation des travaux, il a été pris en compte dans les états financiers au 31 décembre 2017. Un avenant de prolongation de cette convention a été signée en 2020 prolongeant la durée de la convention de 2 ans soit jusqu'au 31 décembre 2022.

La subvention à percevoir au 31 décembre 2020 s'élève à 492,6k€.

Convention avec le Fonds Social Européen :

Une subvention du Fonds social européen est accordée dans le cadre d'une convention intitulée « Pour un développement durable des Jardins de Cocagne » pour la période comprise entre le 01/01/18 et le 31/12/2020, pour un montant attribué de 1 402k€ €. Le produit comptabilisé dans les comptes de l'exercice 2020 s'élève à 529 k€.

Convention avec la fondation Macif

La fondation Macif a décidé de soutenir le programme de développement pour un montant de 80k€ de tiers lieux alimentaire du réseau Cocagne allant du 01 juillet 2019 au 31 décembre 2020. Le montant comptabilisé au titre de 2019 s'élève à 70k€

Convention avec Association Anges Jardins / Fonds de bois:

Une convention de partenariat portant sur le programme d'investissement dans les supports d'insertion en maraichage bio, pour la période 2018-2020 signée le 20 décembre 2018, pour un montant annuel de 50k€. Le produit de subvention comptabilisé dans les comptes de l'exercice 2020 s'élève à 50k€. Compte tenu du décalage des actions liées en 2020 ce montant a été porté en fonds dédiés

Emprunts auprès de la Nef et du Crédit coopératif :

Le Réseau Cocagne a signé des emprunts pour 500k€ auprès de la Nef et 650k€ auprès du Crédit coopératif pour une durée de 15 ans assorti d'une hypothèque.

5.4- Les trois rémunérations les plus élevées

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 134 k€.

5.5- Honoraires des CAC

Les honoraires versés au titre du commissaire aux comptes s'élèvent pour l'exercice 2020 à 13 k€.

5.6- Indemnité de départ en retraite

La provision pour départ à la retraite tient compte de la réforme des retraites ou Loi Fillon (loi n°2003-775 du 21/08/2003) actualisée des derniers textes (loi n°2010-1330 du 09/11/2010),

La provision pour départ à la retraite s'élève à 18 k€ à fin décembre 2020. Le calcul de cet engagement prend en compte :

- les données statistiques issues de la table de mortalité de l'INSEE 2019
- l'hypothèse d'un départ à la retraite à l'âge de 62 ans,
- l'application d'un taux de charges sociales et fiscales de 50 % pour le personnel « Cadre » et de 50 % pour le personnel « Non cadre »,
- un taux d'actualisation de 0,77 % (taux IBOXX 2019)

6- COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

6.1- Compte de Résultat par Origine et Destination

Tableau de synthèse

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	Exercice 2020	
	Total	dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE		
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	206 978	206 978
1.1 Cotisations sans contrepartie		
1.2 Dons, legs et mécénat	206 978	206 978
-Dons manuels	205 361	205 361
-Legs, donations et assurances-vie		
-Mécénat	1 617	1 617
1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 146 185	
2.1 Cotisations avec contrepartie	318 075	
2.2 Parrainage des entreprises	-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	650 595	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	177 516	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 439 082	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	27 259	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	281 416	
Total	3 100 920	206 978
CHARGES PAR DESTINATION		
1 - MISSIONS SOCIALES	2 037 081	140 681
En France	2 037 081	140 681
-Actions réalisées par l'organisme	1 700 594	140 681
-Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	336 486	-
A l'étranger	-	-
-Actions réalisées par l'organisme		
-Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	68 031	28 498
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	28 498	28 498
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	39 533	-
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	504 285	32 291
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	178 062	-
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES		
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	218 780	5 507
TOTAL	3 006 239	206 978
EXCEDENT OU DEFICIT	94 682	-
B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS PAR ORIGINE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Bénévolat	29 112	29 112
Prestations en nature	175 003	175 003
Dons en nature	525	525
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	-	-
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE	-	-
Prestations en nature	-	-
Dons en nature	-	-
TOTAL	204 640	204 640
CHARGES PAR DESTINATION		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	168 640	168 640
Réalisées en France	-	-
Réalisées à l'étranger	-	-
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	-	-
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	36 000	36 000
TOTAL	204 640	204 640

6.1.1- Produits par origine

a- Produits liés à la générosité du public

Les ressources en provenance des dons manuels et du mécénat représentent 206.978 euros soit 6,7 % des ressources d'exploitation. Il s'agit pour l'essentiel de dons issus des produits AGIR du Crédit coopératif, de micro-dons issus de l'arrondi en caisse (campagne Naturalia), de l'arrondi sur salaire du Groupe Occitane, de la MACIF et des entreprises Jacquet, de la collecte de titres restaurant via Edenred, des dons issus des LDDS.

b- Produits non liés à la générosité du public

- Cotisations sans contrepartie

Cette rubrique comprend les cotisations des Jardins de Cocagne, structures associatives autonomes et indépendantes qui adhèrent au réseau Cocagne.

- Contreparties financières sans contrepartie

La nouveauté du règlement ANC 2018-06 à cet égard consiste dans la mise place de comptes spécifiques. Elle n'a pas d'impact sur le résultat car les produits étaient déjà constatés conformément à l'ancien règlement.

La rubrique comprend pour l'essentiel des soutiens financiers en provenance de fondations d'entreprises. Ces dernières représentent 650.595 euros soit 21 % des ressources d'exploitation.

- Autres produits non liés à la générosité du public

Cette rubrique comprend pour l'essentiel les ressources issues de l'activité formation, prestations de services, location de salles, ventes de livres, etc. pour un total de 96.405 euros, les produits divers de gestion et la quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat.

c- Subventions et autres concours publics

Les subventions et concours publics constituent la principale source de ressources du réseau Cocagne (soit 46,4 % des ressources d'exploitation). Il s'agit de fonds européens et de subventions/concours en provenance de structures françaises.

d- Reprises sur provisions et autres dépréciations

Il s'agit de reprise sur une dépréciation constatée l'an dernier (exercice 2019) sur un logiciel devenu sans objet et mis au rebut en 2020.

e- Utilisation de fonds dédiés antérieurs

Cette rubrique constate la quote-part consommée au titre de l'exercice qui était inscrite en fonds dédiés en 2019 notamment sur le programme « Paniers solidaires ».

6.1.2- Charges par destination

Le Réseau Cocagne dispose d'une comptabilité analytique par programmes et sections analytiques qui permet de disposer du détail des charges directes par programmes, par financeur et enfin du détail des charges de fonctionnement de l'association.

Les charges de personnel sont affectées en fonction des temps passés par les équipes sur les programmes et/ou les sections analytiques (traitement des dons et fonctionnement).

a- Missions sociales

Les missions sociales du Réseau Cocagne peuvent être regroupées sous 3 rubriques :

- l'aide alimentaire (notamment le programme « Paniers solidaires »),
- les missions « socle » du Réseau relatives à l'accompagnement des jardins de Cocagne,
- les autres actions.

Les missions sociales représentent des 67,8 % des charges de l'exercice.

b- Les frais de recherche de fonds

Les frais d'appel et de gestion des dons regroupent toutes les dépenses liées à la collecte des dons et au traitement de ceux-ci (budget communication, maintenance d'outils informatiques, charges de personnel, etc.). Par délibération du Conseil d'administration, les frais de collecte sont couverts dans la mesure du possible par les ressources en provenance de l'appel à la générosité du public (AGP).

c- Les frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement représentent 16,8 % des charges de l'exercice 2020. Après affectation des frais généraux aux programmes d'aides alimentaires où la part est volontairement limitée, les frais restant sont imputés aux autres centres analytiques en proportion de la part qu'ils représentent dans le budget du Réseau Cocagne (total produits).

d- Dotation sur provisions et autres dépréciations

Pour plus de détail, voir les paragraphes 3.2, 3.3 et 3.8 de l'annexe.

e- Report en fonds dédiés de l'exercice

Cette rubrique constate la quote-part non consommée au titre de l'exercice des programmes et actions considérés comme des projets définis.

6.2- Tableau de rapprochement entre le compte de résultat et le CROD

Rubriques	Missions sociales				Frais de recherche de fonds			Frais de fonctionnement	Dotation aux provisions	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	En France		A l'étranger		Générosité du public	Autres ressources						
	par organisme	Versements à d'autres organismes	par organisme	Versements à d'autres organismes								
Achats de marchandises	498 656	0					9 705					508 361
Variation de stock	0	0										0
Autres achats et charges externes	113 570	0			5 001	0	123 906					242 477
Aides financières	0	0										0
Impôts, taxes et versement assimilés	0	0					262					262
Salaires et traitements et TS	732 692	0			23 497	39 533	238 703					1 034 425
Charges sociales	0	0										0
Dotations aux amortissements et dépréciations	295 484	0					23 683					319 168
Dotations aux provisions	0	0						178 062				178 062
Reports en fonds dédiés	0	0								218 780		218 780
Autres charges	11 382	336 486					16 395					364 263
Charges financières	48 809	0					28 149					76 959
Charges exceptionnelles	0	0					63 481					63 481
Participations des salariés aux résultats	0	0										0
Impôt sur les bénéfices	0	0										0
Total	1 700 594	336 486	0	0	28 498	39 533	504 285	178 062	0	218 780	0	3 006 239
Secours en nature												
Mises à disposition gratuites de biens		525										525
Prestations de services	149 203						25 800					175 003
Personnel bénévole	18 912						10 200					29 112
Total	168 115	525	0	0	0	0	36 000	0	0	0	0	204 640

7- COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES GLOBALISE (CER)

7.1- CER - Emplois par destination / Ressources par Origine

EMPLOIS DE L'EXERCICE	2020	RESSOURCES DE L'EXERCICE	2020
1 - MISSIONS SOCIALES		1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	
1.1 Réalisées en France		1.1 Cotisations sans contrepartie	
-Actions réalisées par l'organisme	140 681	1.2 Dons, legs et mécénats	205 361
-Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France		-Dons manuels	
1.2 Réalisées à l'étranger		-Legs, donations et assurances-vie	
-Actions réalisées par l'organisme		-Mécénats	1 617
-Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger		1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	28 498		
2.2 Frais de recherche d'autres ressources			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT			
	32 291		
TOTAL DES EMPLOIS	201 470	TOTAL DES RESSOURCES	206 978
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	
5 - REPORTS EN FONDS DEBIES DE L'EXERCICE	5 507	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEBIES ANTERIEURS	
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-
		Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds débiés)	0
		(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	
		(-) Investissements et (+) désinv. nets liés à la générosité du public de l'exercice	
		Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds débiés)	0

7.2- CER – Contributions Volontaires en Nature

Voir le paragraphe 6 de l'annexe relatif au CROD.